

DEBATES

Thierry de Montbrial

Qui pose la première question ? Dominique Moïsi. Ensuite, tout le monde va poser des questions en même temps.

Dominique MOISI

Je voudrais remplir un vide, puisqu'il faut lancer le débat. Je vais citer Jean-David Levitte : « *voir loin, voir haut, avoir de grandes ambitions* ». Est-ce qu'il doit y avoir une adéquation entre le message et le messager ? Dans ce contexte, qui, aujourd'hui, est, selon toi, le plus à même d'incarner ce *voir loin et voir haut* dans les fonctions de Vice-président et de Président de l'Union Européenne ? C'est une question facile.

Jean-David LEVITTE

Alors, merci Dominique de cette question piège. Et comme c'est *on*, je vais vous sortir une langue de bois en tek millénaire. Plutôt que des noms, je vais décrire le profil de la fonction du Président stable du Conseil Européen. En réalité, nous avons un débat au sein de l'Europe. Il y a deux conceptions qui s'affrontent, ou en tout cas, nous divisent.

La première vision de ce rôle, c'est ce qu'on appelle en anglais *share man*, que je traduirai par facilitateur. Il s'agit de trouver une personnalité qui permettra au Conseil Européen de bien préparer, non seulement en préparant l'ordre du jour, mais en veillant à ce que l'harmonie règne, et ce n'est pas toujours facile, en veillant à ce que les décisions soient prises en temps et en heure, en veillant aussi à ce que l'harmonie règne entre les trois pôles de l'Union Européenne : le Conseil Européen, la Commission, le Parlement. C'est la première conception.

La deuxième conception est celle que je décrivais comme le visage et la voix de l'Union Européenne, à travers le monde. Et là, c'est une vision très différente, c'est une vision qui tranche avec nos traditions, qui est en rupture, parce qu'en Europe, pourquoi faire simple quand on peut faire compliquer ? Il faut savoir que nous gardons la présidence tournante. Donc, le rôle du Président devra d'abord être de cohabiter avec la présidence tournante, qui naturellement voudra occuper toute sa place : quelle place ? Il faudra rôder une période de rodage. Je dirais que, pour la France, nous souhaitons une personnalité qui cumule les deux rôles. Il nous faut naturellement quelqu'un qui puisse permettre au Conseil Européen de travailler efficacement, avec ambition, en portant haut le message de l'Europe sur la scène internationale, c'est la deuxième vocation. Nous aimerions trouver cet oiseau rare et comme vous le savez, dans la mesure où nous sommes un



ensemble démocratique et où nous devons atteindre un consensus, il faudra trouver une personnalité qui permette de réconcilier ces deux fonctions.

Pour le choix du Ministre des Affaires étrangères, c'est-à-dire le haut représentant, la réflexion est différente. Nous souhaitons quelqu'un qui puisse vraiment être le Ministre des Affaires étrangères de l'Europe. Il n'y a pas de débat là-dessus. Donc, le calcul est l'équilibre politique, parce que le haut représentant sera une chauve-souris, c'est-à-dire qu'il appartiendra à la fois au Conseil, il présidera le Conseil des Affaires étrangères en permanence, mais il sera en même temps Vice-président de la Commission. Or, la Commission doit passer devant le Parlement et être approuvée par une majorité absolue du Parlement Européen. Donc, il faut que les partis qui composent la majorité du Parlement Européen se retrouvent dans les choix que nous faisons. La majorité est PPE, parti populaire, mais elle fait alliance avec les socialistes. Le Président Barroso est PPE. Il nous faut donc, sans doute - ce n'est pas obligatoire, mais cela peut aider le Parlement européen -, trouver un Ministre des Affaires étrangères plutôt de la famille socialiste. Donc, voilà, Dominique, ma réponse à tes questions. Je ne pourrais décemment pas aller au-delà.

Thierry de Montbrial

Voilà qui est déjà très précis. Monsieur Otabe, qui est un collègue. Ensuite, je passerai la parole au Roi de Catalogne. D'abord, le Japon, ensuite la Catalogne. Et ensuite, on continue.

Yoichi OTABE

Tout d'abord, j'aimerais vous féliciter pour votre exposé. Comme toujours, c'est parfait, excellent. Cela étant dit, je voudrais vous poser une question sur le monde multipolaire. Après la crise, on a recommencé à aborder la question. Mais, si je ne me trompe pas, après la chute de l'Union Soviétique, et à la fin du système de confrontation Est et Ouest, on a déjà parlé de la nécessité d'avoir un système multipolaire. Et tu as abordé la manière dont on peut établir un système antagoniste ou un système harmonieux. Alors, c'est une question à laquelle il est très difficile de répondre, mais actuellement, observons ce qui se passe à Genève, pour la négociation de l'OMC de Doha. Pour la négociation d'Ugai, une concertation a eu lieu entre le Japon, l'Union Européenne, les Etats-Unis, le Canada, et d'autres pays, qui a fonctionné. Mais, si on regarde actuellement l'état de la négociation, cela ne marche pas. Comment est-ce que vous pensez faire pour établir un système effectif ? Alors, il faut avoir un critère, un mécanisme, pour que le système marche bien. Est-ce que vous avez une idée spécifique sur ce sujet ?

Jean-David LEVITTE

Alors, d'abord une remarque. Je voudrais remercier mon ami Yoichi. Vous voyez que les Sherpas se font toujours des compliments avant de poser des questions ou avant de faire des remarques.



Et deuxièmement, je voudrais saluer la parfaite maîtrise de la langue française de Yoichi Otabe. Je salue d'ailleurs au passage l'ancien Ambassadeur du Japon à Paris, qui, lui aussi, maîtrise parfaitement notre langue. Pour répondre à Yoichi, très rapidement, je dirais que, en effet, nous n'arriverons pas au bout de la négociation de Doha si nous continuons à négocier avec tous les pays membres de l'organisation mondiale. Donc, il faut trouver un format plus réduit. Il en existe, à vrai dire, plus ou moins reconnus, plus ou moins acceptés. Et Pascal Lamy s'efforce de rassembler les différents formats. Le Président Sarkozy a une conviction, qu'il a exprimé au sommet de Washington, au sommet de Londres, qui est la suivante : les enjeux commerciaux sont tels que les Ambassadeurs, et même les Ministres, n'ont pas la capacité pour prendre ce que j'appelais les décisions audacieuses nécessaires pour sacrifier un intérêt national, qui peut être relativement important, au bénéfice de la cause commune. Et donc, pour cela, il nous semble qu'un sommet sera nécessaire. Alors, quel sera le format de ce sommet ? C'est une des questions qu'on évoquera peut-être dans les semaines qui viennent. Il me semble que le G20 - qui est devenu le premier format informel, le premier groupe pour parler des questions financières, mais plus largement économiques - peut être ce format. Pourquoi ne pas penser à un sommet du G20, le moment venu ? Et, peut-être, que nos amis du Canada, qui vont avoir à organiser le premier sommet où le G20 se retrouvera en 2010, au mois de juin, pourraient envisager de dédier une partie du sommet à la question de l'agenda de Doha. Mais, je dis cela à titre tout à fait personnel. Chacun à son idée sur le sujet. Mais, plus qu'une question de format, c'est une question de niveau. Il faut aller au sommet pour que les décisions les plus difficiles puissent être prises.

Thierry de Montbrial

Maintenant, je vais passer la parole à une personnalité extraordinaire que beaucoup d'entre vous connaissent, mais pas tous, qui est Monsieur Jordi Pujol. J'appelle le Roi de Catalogne. Enfin, il était un Roi élu, mais il est une personnalité transcendante en Europe. Il est également polyglotte. C'est avec un très grand plaisir que je vous passe la parole. D'ailleurs, nous l'entendrons demain sur les questions régionales.

Jordi PUJOL

Je suis le Roi détrôné de la Catalogne. Cela est vrai. Et polyglotte, cela dépend. La seule langue que je parle bien est le catalan. La seule langue que je parle bien. Je parle le français comme ça, comme ça.

Je souhaite poser une question. Le Président Obama a fait un discours devant l'Assemblée des Nations Unies, lors de la dernière Assemblée des Nations Unies. Il a dit : *ceux qui critiquaient les Etats-Unis parce qu'ils voulaient que j'agisse seul devraient être attentifs, favorables aux Etats-Unis. Ils ne devraient pas laisser seuls les Etats-Unis quand il s'agit de problèmes de répercussions générales dans lesquels les Etats-Unis, quelques fois, se trouvent seuls.* Alors, il a dit cela. C'est une sorte de plainte. Je suppose que c'est une plainte. On a l'impression que c'est



une plainte. A qui est-elle adressée ? J'ai l'impression qu'elle est adressée, dans une grande mesure, à l'Europe. C'est une question que je vous pose, si vous le savez.

Ma deuxième question est la suivante : l'Europe est-elle capable de répondre ? L'Europe est-elle capable de suivre les Etats-Unis ? Elle est loin. Peut-elle le faire et veut-elle le faire ? C'est une autre question.

Finalement, cela m'amène à une dernière question, excusez-moi. Puisque vous avez été aimable, je pense que je peux poser une autre question. Supposons que l'Europe ne puisse pas répondre. Certains disent que le G8, c'est bien, mais que c'est de l'histoire ancienne. Vous avez dit que le G20 marche très bien. Et vous avez raison, cela a été au début un succès. Mais, finalement, il y aura peut-être le G2. Le G2, c'est-à-dire les Etats-Unis et la Chine, avec quelques interventions secondaires des autres, est une possibilité qui existe. En tout cas, c'est une question à propos du discours du Président Obama.

Jean-David LEVITTE

Merci Monsieur le Président. D'abord, hommage doit vous être rendu, parce que vous avez totalement transformé la Catalogne, qui est devenue une des régions les plus dynamiques d'Europe, dans un pays dynamique s'il en n'est, l'Espagne. Communauté de destin et la logique de Jean Monnet, qui consistait à bâtir à partir de solidarités concrètes, de projets concrets, sont précisément les fondements du raisonnement sur l'Union pour la Méditerranée. Parce que vous si vous regarder l'histoire, si vous prenez l'affaire sous l'angle politique, vous avez toutes les raisons de désespérer, pas seulement à cause des relations entre le Nord et le Sud, mais du fait des relations entre les pays voisins, les pays les uns à côté des autres. Et donc, la proposition qui a été faite, les projets qui ont été adoptés lors du sommet de l'Union pour la Méditerranée, à Paris, le 13 juillet 2008, sont précisément des projets qui dépassent les antagonismes politiques hérités de l'histoire pour bâtir des solidarités concrètes : un plan solaire transméditerranéen, des autoroutes de la mer entre nos pays, etc., etc. Le projet a décollé, puis, il a dû faire un *crash landing* à cause de la guerre de Gaza. Depuis, nous essayons de le relancer, je crois réaliste de dire que, aussi longtemps que le processus de paix ne sera pas reparti, nous aurons beaucoup de mal à asseoir côté à côté, à la même table, comme nous l'avions fait le 13 juillet 2008, le Premier ministre d'Israël, le Président de l'Autorité Palestinienne, le Président de la Syrie, le Président du Liban, et les Présidents et les Chefs d'Etat du pourtour de la Méditerranée. Alors, contribuons tous à la relance du processus de paix. Dès que ce sera fait, avec nos partenaires espagnols, qui prennent la présidence de l'Union Européenne le 1^{er} janvier, nous aurons à convoquer un nouveau sommet, un sommet exceptionnel, je crois, pour relancer en grand les projets de l'Union pour la Méditerranée.

Thierry de Montbrial

Je propose de prendre encore quatre questions, parce que, quand même, le temps passe. Et, je vais commencer par Steven Erlanger. Ensuite, je vous le dis tout de suite : Celso Lafer, ancien Ministre des Affaires étrangères du Brésil, Lionel Zinsou. Et, ensuite, vous.

Steven ERLANGER

Je voudrais remercier Monsieur Levitte, mais en anglais, si c'est possible. This is not a loaded question but a difficult question. Do you have grounds for any sense of optimism that Iran will come to obey Security Council resolutions and stop enrichment of Uranium? If you have such optimism, why do you have it? If you do not have such optimism what is the next step? Are you optimistic that you can get Russia and China to go along with the serious sanctions that may make a difference in Iran?

Jean-David LEVITTE

C'est une question très sensible que pose Steven. C'est une question complexe aussi. Le sujet du jour est le suivant : l'Iran a un laboratoire de recherche ancien, un laboratoire nucléaire, et son stock de combustibles arrive à son terme. Donc, il a proposé à l'IEA, il a demandé à l'IEA de lui fournir ce stock de combustibles pour les années qui viennent. Les Etats-Unis, la Russie, la France, l'IEA ont proposé de prendre 1 200 kilo faiblement enrichis du stock de 1 600 kilos, qui existe à Natanz, en Iran, pour l'enrichir à 19 %, qui est le niveau pour ce réacteur de recherche. Et cet uranium enrichi à 19 % sera façonné en combustible en France. Deux pays seulement peuvent façonner le combustible : les Etats-Unis et la France. Et, donc, cette proposition a été faite. Nous sommes dans l'attente d'une réponse finale, claire, dans les jours qui viennent sur ce sujet. Nous espérons beaucoup qu'elle sera positive, parce que si elle est positive, enfin, nous aurons trouvé un chemin pour progresser. Et, je crois pouvoir dire que, non seulement les pays qui ont fait cette proposition - les Etats-Unis, la Russie, la France - le souhaitent, mais que c'est aussi le cas des pays qui ont, pendant cinq ans, six ans maintenant, cherché ce chemin pour progresser vers une solution négociée en Iran, c'est-à-dire la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, rejoints en 2005 par les Etats-Unis, la Russie, la Chine. Donc, nous sommes prêts, nous attendons l'Iran. Si l'Iran rejetait cette offre, alors, les six pays, que je viens de mentionner devraient se retrouver pour réfléchir aux décisions à prendre. C'est donc un moment très important. Comme je suis en *on*, je n'irais pas plus loin dans ma réponse, sinon pour redire combien il est important que l'Iran apporte une réponse positive dès les prochains jours.

Celso LAFER

Je vous pose une question inévitable, en tant que Brésilien. Comment vous voyez cette solution provisoire pour la réforme du Conseil de Sécurité, que vous avez mentionné dans votre exposé ? Merci.



Jean-David LEVITTE

Alors, d'abord, Monsieur le Ministre, nous vivons une lune de miel entre le Brésil et la France, qui, je crois, n'a pas de précédent. Nos chefs d'Etat se sont rencontrés, si j'ai bien compté, depuis le début de l'année, 8 fois. Et, ils ont très longuement parlé de ce sujet parmi bien d'autres. Car nous voulons ensemble, avec d'autres naturellement, faire progresser la gouvernance mondiale, en commençant par le Conseil de Sécurité. Je l'ai dit tout à l'heure. Nous sommes convaincus que, si on en reste au tout au rien, on n'y arrivera pas. D'où la proposition qui n'est pas à prendre ou à laisser, qui est l'esquisse d'un projet, proposée par le Royaume-Uni et la France, qui consiste à dire : réfléchissons sur une période suffisamment longue, 10 ans, 15 ans, à une réforme qui ne serait pas définitive, mais qui permettrait aux grands pays qui sont candidats au poste de membre permanent du Conseil de Sécurité de devenir membre, non pas permanent tout de suite, mais membre de façon durable pour cette période de 10 ou 15 ans. Et, au bout de cette période, alors, il y aurait un rendez-vous qui serait pris par l'Assemblée Générale des Nations Unies pour évaluer le résultat et adopter la réforme définitive. C'est une esquisse de proposition. Il faut que l'Assemblée Générale des Nations Unies en débattenne. Je crois qu'il n'y a pas beaucoup d'autres chemins pour progresser. Et je sais que, sur ce chemin-là, nous avons la sympathie de plusieurs des candidats au poste de membre permanent, ce qui nous encourage. En outre le projet n'est pas rejeté par ceux qui, jusqu'à présent, avaient rejeté toutes les autres propositions. Ce qui est le deuxième encouragement pour persévérer sur ce chemin de la réforme intérimaire.

Thierry de Montbrial

Je passe la parole à Lionel Zinsou.

Lionel ZINSOU

Merci. Monsieur l'Ambassadeur, je vais vous poser une question inévitable pour un Africain, cette fois-ci, en vous rassurant : il y a une autre élection présidentielle, qui tient éveillée toutes les nuits tout un continent. L'Afrique veille, en effet, pour savoir qui sera le Président français à l'issue des élections présidentielles françaises. Autant, nous sommes très sensibles au fait que les Américains élisent un Président kenyan. Autant, nous sommes toujours très sensibles à l'élection française. Je ferme cette parenthèse. Est-ce qu'il y a quelque chose dans la gouvernance mondiale qui unit, par définition, la France et l'Afrique ? Vous avez parlé du risque de la faim, qui serait une sorte de scandale post-crise. Est-ce que c'est un problème qu'on peut traiter à plusieurs pour essayer de l'éradiquer ? Est-ce que la FAO et le système des Nations Unies sont des choses pour lesquelles on peut progresser ensemble ? Et, au fond, est-ce qu'on peut consacrer une fraction de ce qui a été consacré avec beaucoup d'énergie à sauver les banques, pour sauver un peu plus d'un milliard d'hommes de la faim ?

Jean-David LEVITTE

Merci de votre commentaire sur la passion des Africains pour l'élection française. Mais, si vous lisez, comme vous le faites tous les matins, les journaux français, vous verrez que, en sens inverse, les affaires africaines passionnent les Français. Ce qui se passe dans certains pays, pour le meilleur ou pour le moins bon, suscite des commentaires, comme si le lien qui s'est tissé à travers l'histoire entre nos peuples ne s'était en rien distendu. Et je le prends comme une bonne nouvelle. Je crois qu'on est sans doute, parmi les anciennes puissances coloniales, celle qui a su, celle qui a voulu en tout cas, conserver les liens que l'histoire nous avait donnés. Alors, on nous a beaucoup critiqué pour cela. Je crois qu'il y a bien des choses à corriger naturellement, mais au total, il me semble que c'est l'honneur de la France d'avoir voulu maintenir vivant cet héritage et de vouloir le nourrir année après année. C'est ce qui vous explique que dans notre aide au développement - qui monte, puisqu'en 2007, elle était à 0,38 et cette année, elle sera à 0,44 - 60 % du total continue à aller vers l'Afrique. Et, c'est vrai, plus largement, pour les pays européens, qui représentent, je le disais tout à l'heure, 60 % du total mondial de l'aide et dont l'essentiel va vers le continent africain. Mais, il faut faire plus et mieux. Et c'est sur le mieux que je voudrais réfléchir avec vous. L'aide publique reste nécessaire, 50 ans après les indépendances. L'an prochain nous fêterons avec 14 pays africains 5 décennies d'indépendance. Et, je vous indique que ces 14 chefs d'Etat verront défiler sur les Champs-Élysées des troupes venues des 14 Etats, pour marquer ce lien que nous voulons maintenir à travers l'histoire. L'aide publique au développement ne peut pas être la panacée. Et il faut - et là, je m'adresse aux grands chefs d'entreprise présents dans cette salle - que nous imaginions comment faire mieux. Nos entreprises investissent, mais il faut qu'on arrive à le faire d'une façon qui soit sans doute plus attentive, plus à l'écoute des attentes de la jeunesse africaine. On dit beaucoup que la Chine est devenue la rivale des groupes européens et américains. Moi, j'ai un autre point de vue. Je pense qu'il est très bon pour le développement du continent africain que l'Afrique attire les investissements. Mais, il faut que ce soit de bons investissements, pas seulement pour celui qui investit, mais aussi pour celui qui reçoit l'investissement. Et, là, moi, je propose une compétition entre les investisseurs venus de tous les continents. Et je suis sûr que, dans cette compétition-là, les entreprises françaises arriveront au premier rang, parce que plus que d'autres, me semble-t-il, elles sont attentives aux besoins de développement, par le recrutement, par la formation, par le développement de filiales de partenaires locaux. Mais, on peut sûrement faire plus et mieux. Et vous, qui vivez cette relation dans le domaine économique entre l'Afrique et la France, je crois que vous pouvez nous aider, avec d'autres grands patrons ici présents, à réfléchir à cette dimension nouvelle. Et puis, il y a bien des sujets qui sont devant nous : la santé - il faut mieux fédérer les efforts -, le climat. L'Afrique sera peut-être la première victime du réchauffement climatique. En tout cas, elle est certainement la moins préparée à faire face, ne serait-ce que pour des raisons financières, aux conséquences du réchauffement climatique. Et donc, nous avons un devoir. Et ce sera un sujet majeur pour la France, à Copenhague, d'aider l'Afrique. Et Jean-Louis Borloo s'est rendu récemment en Afrique, d'abord à Addis-Abeba, pour voir le Premier Ministre Meles, qui parle au nom de toute l'Afrique sur ces questions-là, puis dans d'autres capitales africaines avec deux propositions. Premièrement : aider l'Afrique à avoir accès à l'énergie. Il n'est pas normal que 10 % seulement des Africains aient l'électricité. Et il est dangereux pour l'avenir de la planète que les Africains soient condamnés à détruire leur forêt pour disposer d'énergie. Et, donc, nous proposons un grand plan d'équipement



de l'Afrique en énergie, et si possible, en énergie renouvelable, parce que les ressources sont là. Le barrage d'Inga sur le fleuve Congo a un potentiel colossal. Le Sahara peut-être couvert de panneaux solaires. Et un des projets de l'UPM, de l'Union pour la Méditerranée, est justement celui-là, avec un câble qui transférerait une partie de l'électricité produite vers les consommateurs européens. Et le deuxième grand sujet qui nous mobilise dans la perspective de Copenhague est la protection et le développement durable des forêts du bassin du Congo, parce que la planète a deux poumons qui l'aident à respirer : le bassin de l'Amazonie et le bassin du Congo. Or, 20 % des émissions de CO2 supplémentaires viennent de la déforestation. Et, donc, si on arrive à régler le problème des deux grands bassins forestiers, notamment celui du bassin du Congo, nous aurons fait un grand pas en avant à Copenhague. Donc, voilà quelques exemples qui vous montrent que, non seulement nous restons très attachés par l'histoire, par les liens humains, à nos amis africains, mais aussi que nous sommes totalement déterminés à les aider, en repensant, en rénovant, en modernisant notre approche de l'aide que nous pouvons leur apporter.

Thierry de Montbrial

Alors, dernière question, parce que les meilleures choses doivent avoir une fin. Je donne la parole à Monsieur Yutaka Iimura.

Yutaka Iimura

Merci Thierry, et Monsieur le Conseiller, je vous remercie de votre intervention si intéressante, si impressionnante, et de la clarté de vos propos. La question que je voudrais vous poser concerne le G8 et le G20. Vous avez dit que, demain soir, vous allez discuter avec d'autres sherpas sur les modalités du G20. Ma question est la suivante : est-ce que vous pensez qu'il y a encore des rôles à jouer pour les pays du G8 ? Si oui, dans quel cadre ? Si non, compte tenu du dialogue qui a été tenu entre le G8 et les pays africains dans les dernières années, quel pays pourrait prendre le rôle de continuer le dialogue avec les pays africains ?

Jean-David LEVITTE

Monsieur l'Ambassadeur. Je voudrais clarifier un point parce qu'il est très important. Lorsque nous allons nous retrouver entre sherpas du G8, nous parlerons de l'avenir du G8, et non pas de l'avenir du G20. Mais, nous parlerons de l'avenir du G8, par rapport au G20, c'est-à-dire que nous avons décidé, à Pittsburgh, que le G20 serait désormais le premier forum de traitement des problèmes financiers et économiques. A partir de là, qu'est ce qu'il reste à faire pour le G8 ? La liste est longue des sujets que le G8 traite et qui ne relèvent pas vraiment du G20. Et puis, il y a des sujets qui sont un peu à la frontière. Celui qu'évoquait Lionel Zinsou en est un. Le G8 apporte 80 % de l'aide au développement du monde, notamment à l'Afrique. Et c'est pourquoi, à chaque sommet du G8, nous recevons une petite dizaine de chefs d'Etat africains dans le cadre d'un dialogue organisé. Une question que nous aurons à nous poser demain est la suivante : faut-il basculer ce sujet vers le G20 ou doit-il rester un sujet du G8 ? Et, c'est une question qui est très difficile, parce que c'est une question qui traite de l'économie, mais en même temps, un nombre relativement



important, à mon avis, de pays du G20 ne se sentent pas, ou pas assez, mobilisés par l'aide au continent africain. Donc, la réponse n'est pas évidente, et c'est de cela dont nous parlerons. Il y a d'autres sujets que nous évoquerons. Je ne vais pas vous en donner la liste, mais ce sont ce qu'on appelle les sujets globaux, par exemple, la question de la santé, la question de la sécurité alimentaire, la question de la prolifération ou de la non prolifération, un certain nombre de questions plus politiques. Que doit-on faire du G8 ? Je ne vous donnerai pas les réponses, parce que nous n'avons pas commencé la discussion. Mais je vous donnerai ma conviction. Nous sommes dans une période de transition. Le G8 a rendu de grands services depuis sa création à Rambouillet en novembre 1975. Et comme nous disons en français : il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Je ne sais pas comment on le traduit en anglais. Mais, avant de basculer tout vers le G20, peut-être faut-il se demander raisonnablement ce que nous devons continuer à traiter en G8. Et nous sommes dans une période de transition. Ne nous précipitons pas vers des conclusions hâtives que nous pourrions regretter. Et donc, à mon sens, l'année 2010 sera une année de transition. D'ailleurs le Canada préside le G8 et la Corée préside le G20. Mais, en même temps, nous aurons adossé l'un à l'autre, au Canada, en juin, un sommet du G8 et un sommet du G20, dans un ordre qui n'est pas fixé d'ailleurs. A mon avis, d'abord le sommet du G20, puis le sommet du G8, mais nous verrons. Et puis, ensuite, la France, toute seule, en 2011, aura à présider et le G20, et le G8. Et, c'est en 2011 que nous devons arriver à une conclusion durable sur ces questions de format. Ce sont des sujets très lourds, parce que, si on se trompe, c'est très difficilement réparable. On fait marche avant dans ces questions de groupe ; on n'a pas de marche arrière. On dit dans un proverbe africain que la parole est comme la balle du fusil : quand elle est sortie, c'est très difficile de la faire rentrer dans le fusil. Pour nos décisions, c'est la même chose. Une fois qu'on fait rentrer un pays, vous ne le faites pas sortir. Une fois que vous avez basculé un sujet d'un format vers un autre, il n'y a pas de marche arrière. Et donc, je crois qu'il faut être prudent, prendre le temps de la réflexion. C'est sans doute ce que nous déciderons lors de notre réunion de ce week-end. Mais, en tout cas, croyez bien que pour moi, puisque c'était la dernière question, cela a été un vrai privilège d'être à vos côtés ce soir. Je voudrais une fois de plus remercier Thierry De Montbrial, l'IFRI d'avoir eu la vision, l'ambition, le courage d'organiser ces conférences parce qu'elles traitent, encore une fois, d'un sujet absolument essentiel pour nous tous, pour l'avenir de nos peuples, et pour les Etats que certains d'entre nous représentent ce soir. Merci infiniment.